

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 02/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DAHER AEROSPACE

Aéroport Tarbes -- Lourdes - Pyrénées
D516 Louey
65290 Louey

Références : 2024-0535
Code AIOT : 0006802518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement DAHER AEROSPACE implanté Aéroport Tarbes -- Lourdes - Pyrénées D516 Louey 65290 Louey. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 PFAS de l'inspection des installations classées et vise à vérifier le respect de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAHER AEROSPACE

- Aéroport Tarbes – Lourdes - Pyrénées D516 Louey 65290 Louey
- Code AIOT : 0006802518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DAHER AEROSPACE est spécialisée dans le domaine de la construction aéronautique. Les activités du site sont :

- la fabrication de pièces aéronautiques en matériaux composites et métalliques ;
- l'assemblage des différentes pièces, notamment pour la construction du TBM 900.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Réalisation des campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 7 | Respect des VLE – point de rejet des effluents | Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Annexe 1 modifié | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 8 | Respect fréquence autosurveillance – rejet | Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Annexe 1 modifié | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 9 | Surveillance de la station de traitement | Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Annexe 1 modifié | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 10 | Surveillance des rejets dans le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Annexe 1 modifié | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 11 | Déclaration GERE – Eau | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 12 | Disposition générale sobriété | Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 2.1.1. | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------|---|-------------------|
| 1 | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 3 | Qualifications | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|--|-------------------|
| | pour réaliser les campagnes d'analyse | article 4 | |
| 4 | Exigences pour le prélèvements | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 5 | Précisions des mesures | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 6 | Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 13 | Suivi des consommations d'eau | Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 2.1.1. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a correctement mis en oeuvre l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans ces rejets aqueux en effectuant des campagnes d'analyses sur ces rejets et en établissant la liste des substances susceptibles d'être présentes sur le site. Néanmoins, compte-tenu de mesures de concentrations en AOF (adsorption du fluor organique) relativement élevées sur un point de rejet, il convient d'investiguer afin de déterminer une source potentielle d'émission de PFAS. L'inspection a également permis de faire un point sur l'autosurveillance du site, notamment par rapport à l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2024. L'inspection n'a pas noté de dépassement des valeurs limites d'émission. Des absences de déclaration sur l'outil GIDAF sont constatées et seront complétées à la suite des échanges avec l'exploitant et à la mise à jour par l'inspection du cadre déclaratif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> |
| Constats : |

| |
|---|
| <p>L'exploitant a présenté une liste des PFAS susceptibles d'être présents dans son installation. Cette liste, présentée sous forme de tableau, précise le nom du produit utilisé, la substance PFAS identifiée, l'usage sur le site, si l'utilisation est actuelle ou passée. Pour établir cette liste, l'exploitant a consulté ses prestataires (fournisseurs de produits chimiques, prestataires pour le nettoyage et l'entretien des locaux et des utilitaires, fournisseurs d'émulseurs). L'exploitant a également indiqué à l'inspection avoir initié le changement de certains émulseurs, notamment les émulseurs utilisés au niveau des poteaux incendie armés.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué les trois campagnes d'analyses en septembre, octobre et novembre 2023. 3 points de rejets ont fait l'objet de prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les rejets de la station de détoxification qui sont rejetés vers le milieu naturel, • les rejets des eaux vannes qui sont rejetés vers la station d'épuration communale, • les eaux pluviales (drain 6) qui sont rejetées vers le milieu naturel. <p>L'exploitant indique que seules les eaux pluviales du drain 6 ont fait l'objet des analyses car ces eaux pluviales correspondent à la zone où est située la station de détoxification. Les activités du site sont situées en intérieur. Les campagnes sur chacun des points ont porté sur les 20 + 8 PFAS identifiés dans l'arrêté ministériel, ainsi que sur une mesure de l'AOF. L'exploitant n'a pas cherché à analyser les autres PFAS identifiés dans la liste établie (cf. point de contrôle n°1)</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne sur l'ensemble des points de rejet et pour l'ensemble des PFAS identifiés. Le cas échéant, si des substances ne peuvent être analysées faute de méthode analytique, l'exploitant justifiera ce point par la consultation à minima de deux laboratoires distincts et compétents sur les analyses PFAS.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés |
| Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. |
| Constats : Les analyses ont été sous traitées au laboratoire AGROLAB AL West BV de Deventer aux Pays Bas. Ce laboratoire est accrédité par le RVA. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. |
| Constats : Les analyses sur les eaux rejetées à la station communale (eaux vannes) ont été réalisées sur 24h. Les volumes enregistrés sur les 3 campagnes sont comparables (35, 42 et 45 m ³). L'exploitant déclare qu'il n'y avait pas d'activités particulières ces jours là. Les analyses sur les rejets de la station de détoxification ont été réalisées sur 24h. Les rejets de la station de détoxification se font par bâchée. Le nombre de bâchées dans le mois varie (de 3 à 13 bâchée par mois). En revanche, il n'y a au maximum qu'une bâchée par jour. Les analyses ont été réalisées un jour où une bâchée a été rejetée. Sur la représentativité des bâchées le jour des analyses, l'exploitant indique qu'elles sont représentatives dans la mesure où l'utilisation de la ligne de traitement de surface est régulière d'une semaine à l'autre avec un mix dans les différentes pièces traitées sur la ligne. L'inspection constate que le volume déclaré lors des prélèvements PFAS est cohérent avec les volumes déclarés régulièrement par l'exploitant dans son autosurveillance. |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Précisions des mesures

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification |
| Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. |
| Constats : Les limites de quantification ont été respectées et sont même inférieures à 0,1µg/L (20ng/L pour la plupart des PFAS). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF |
| Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. |
| Constats : L'exploitant a saisi rapidement après les analyses les résultats des analyses sous l'application GIDAF. <u>Rejets station de détoxication</u> Aucun PFAS n'a été quantifié et les mesures en AOF sont également toutes inférieures à la limite de quantification. <u>Rejet pluvial</u> Aucun PFAS n'a été quantifié. Pour l'AOF, sur les trois analyses, une concentration à 34µg/L a été mesurée. Pour les 2 autres analyses, il n'y a pas eu de quantification de l'AOF. <u>Rejets des eaux à la station communale</u> Un seul PFAS a été quantifié : le PFPeA à 2,4 µg/L, 2,4 µg/L et 0,67 µg/L. Les mesures en AOF présentent des concentrations élevées : 110, 20 et 180 µg/L. L'exploitant indique qu'il s'agit de rejet d'eaux vannes et qu'il n'a pas d'explication. L'inspection s'interroge sur l'origine de ces effluents. Le volume d'eau potable indiqué par l'exploitant ne semble pas correspondre aux volumes rejetés sur ce point de rejet. |

Par ailleurs, l'inspection constate que les résultats renseignés inférieurs à la limite de quantification (LQ) apparaissent comme étant égaux à la valeur de la LQ. Depuis que l'exploitant a saisi ses résultats, l'application GIDAF a évolué pour permettre aux exploitants d'indiquer que la mesure est non quantifiée.

L'exploitant a la possibilité s'il le souhaite de modifier sa déclaration en précisant les substances pour lesquelles aucune quantification n'a été effectuée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu des faibles volumes rejetés, le flux en AOF et PFAS émis par le site est comparativement aux autres résultats au niveau national faible. Néanmoins, l'inspection demande à l'exploitant d'investiguer l'origine des PFAS en précisant notamment le type d'effluent rejeté sur ce point et en réalisant une nouvelle campagne portant sur les substances identifiées dans la liste élaboré par l'exploitant (cf point de contrôle 2)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect des VLE – point de rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Annexe 1 modifié

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires issues de l'atelier de traitement de surface sont envoyées vers la station de détoxification interne au site. Elles doivent respecter avant rejet au milieu naturel les valeurs limites suivantes :

Volume : 45m3/j

PH : 6,5-9

Température : 30°C

Cyanures totaux : 0,1 mg/L

DCO : 150 mg/L

Fluorures : 15 mg/L

MES : 30 mg/L

Nitrites : 1 mg/L

Phosphore total : 10 mg/L

Aluminium : 5 mg/L

Chrome III : 1,5 mg/L

Chrome VI : 0,1 mg/L

Cadmium : 50 µg/L

Fer : 5mg/L

Somme fer +alu : 2 mg/L

Étain et ses composées : 2 mg/L

Métaux totaux : 9,3mg/L

Trichlorométhane : 1mg/L

Cuivre et ses composés : 75 µg/L

Nickel et ses composés : 288 µg/L

Zinc et ses composés : 581 µg/L

Dichloroéthane : 50 µg/L

Mercure et ses composés : 25 µg/L

PFOS : 25 µg/L

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté l'autosurveillance saisie par l'exploitant sur GIDAF. Il convient de noter que le cadre de déclaration GIDAF actuel n'a pas été mis à jour par l'inspection à la suite de l'arrêté préfectoral du 30/07/2024. Certains nouveaux paramètres, dont le suivi est exigé, ne peuvent ainsi pas être saisis par l'exploitant. C'est le cas pour les substances suivantes : Nickel, dichloroéthane, PFOS, trichlorométhane.</p> <p>L'autosurveillance déclarée sur la dernière année glissante permet de constater que les VLE sont respectées pour les paramètres suivants : Volume, pH, cyanure, aluminium, Chrome VI, Fe, Fe+Al. Les autres paramètres ne sont pas saisis (Temp, DCO, Fluorure, MES, Nitrite, P, Cd, Sn, Somme des métaux, Cu, Zn, Hg). Pour ces paramètres, l'exploitant indique que ces paramètres ont bien été suivis mais que la saisie GIDAF n'a pas été effectuée.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas encore suivi les nouveaux paramètres imposés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/07/2024. Il a demandé pour le 4e trimestre une proposition financière et technique à son laboratoire extérieur pour l'analyses de l'ensemble des paramètres spécifiés à l'arrêté préfectoral du 30/07/2024. Cette proposition a été transmise à l'inspection à la suite de la visite mais n'est pas signée par l'exploitant.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de saisir pour les 3 derniers mois (septembre, octobre et novembre) les paramètres non renseignés.</p> <p>L'inspection a modifié le cadre GIDAF pour tenir compte des modifications apportées par l'arrêté préfectoral du 30/07/2024. Ce nouveau cadre de déclaration sera effectif à compter du 1 décembre 2024. Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'acceptation de la proposition technique et financière de son laboratoire et de déclarer désormais les nouveaux paramètres selon le nouveau cadre GIDAF.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 8 : Respect fréquence autosurveillance – rejet

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Annexe 1 modifié</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents aqueux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux résiduaires issues de l'atelier de traitement de surface sont envoyées vers la station de détoxification interne au site. Elles doivent respecter avant rejet au milieu naturel les valeurs limites suivantes :</p> <p>Volume : Par bachée</p> <p>PH : Par bachée</p> <p>Température : Par bachée</p> <p>Cynarures totaux : Par bachée</p> <p>DCO : Trimestrielle</p> |

| |
|---|
| <p>Fluorures : Trimestrielle</p> <p>MES : Trimestrielle</p> <p>Nitrites : Trimestrielle</p> <p>Phosphore total : Trimestrielle</p> <p>Aluminium :Par bachee</p> <p>Chrome III : Par bachee</p> <p>Chrome VI : Par bachee</p> <p>Cadminium : Par bachee</p> <p>Fer : Par bachee</p> <p>Somme fer +alu : Trimestrielle</p> <p>Etain et ses composées : Trimestrielle</p> <p>Métaux totaux : Trimestrielle</p> <p>Trichorométhane : Trimestrielle</p> <p>Cuivre et ses composés : Trimestrielle</p> <p>Nickel et ses composés : Trimestrielle</p> <p>Zinc et ses composés : Trimestrielle</p> <p>Dichloroéthane : Trimestrielle</p> <p>Mercure et ses composés : Trimestrielle</p> <p>PFOS : Trimestrielle</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'exploitant n'a pas encore mis en place le suivi des nouveaux paramètres ajoutés à l'autosurveillance par l'arrêté préfectoral du 30/07/2024. L'inspection a pu consulter des résultats d'analyses des bâchés. En dehors des nouveaux paramètres non encore suivis, l'inspection note que les fréquences de suivi de l'aluminium et du fer est hebdomadaire et non pas par bachee. L'exploitant explique qu'il est resté sur l'ancienne fréquence de surveillance.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer (bon de commande, procédures internes) que le suivi des rejets respecte les nouvelles fréquences de surveillance imposées par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2024.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |
| <p>N° 9 : Surveillance de la station de traitement</p> |
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Annexe 1 modifié</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents aqueux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf disposition contraire prévue par les présentes prescriptions, l'exploitant doit pouvoir présenter, à l'inspecteur des installations classées, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - consignes de fonctionnement et de surveillance et d'entretien, |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - enregistrement des paramètres mesurés en continu, - résultats d'analyses ou de contrôles |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, la personne responsable de la station de détoxification ne travaillait pas. Les consignes de fonctionnement et de surveillance et d'entretien n'ont pas pu être consultées par l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection s'interroge sur les modalités de rejet. Le rejet se fait par bâchée en ouvrant une vanne. L'ouverture complète de la vanne est susceptible de conduire à un rejet rapide de la bâchée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier l'existence des procédures de fonctionnement et de surveillance de la station de détoxification et leur bonne mise à disposition pour le personnel opérant sur l'installation.</p> <p>L'exploitant précisera notamment les consignes pour l'ouverture de la vanne permettant un rejet lissé des effluents et indiquera comment il contrôle le volume de rejet.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 10 : Surveillance des rejets dans le milieu naturel

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Annexe 1 modifié</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents aqueux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un point de prélèvement est aménagé en aval des rejets dans la Geune, à une distance suffisante pour assurer un bon mélange des effluents avec le cours d'eau. Un point de prélèvement est aménagé en amont des rejets dans la Geune. Annuellement ou après tout incident pouvant entraîner une dégradation du milieu, l'exploitant doit procéder à des prélèvements. Ces prélèvements font l'objet d'analyses sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indice biotique - pH - Température - MEST - Hydrocarbures Totaux - Eléments susceptibles d'être présents suite à un incident |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les analyses amont/aval effectuées dans le milieu naturel en 2023. De nombreux paramètres sont analysés (non exhaustif : Al, Cr VI, Cr III, Fer, Etain, DCO, DBO, pH, Temp, Indices hydrocarbures...). L'inspection ne retrouve pas d'indice biotique.</p> |

| |
|---|
| Par ailleurs l'inspection constate après consultation des registres de rejets qu'aucun rejet de la station de détoxification n'a été effectué le jour du suivi amont/aval. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier le suivi de l'indice biotique ou à défaut de justifier l'absence de ce suivi. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure pour s'assurer que des rejets soient effectués le jour des suivis amont/aval annuel. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 11 : Déclaration GEREPEau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREPEau |
| Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; [...] |
| Constats : L'exploitant a saisi sous GEREPEau les volumes d'eau prélevés. L'inspection constate néanmoins que la case « Prélève plus de 7000 m ³ dans le milieu naturel » n'est pas cochée alors même que les niveaux de prélèvements dans le milieu naturel dépassent 7000 m ³ /an. Les volumes déclarés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • 2023 : 37 155 m³ • 2022 : 31 490 m³ • 2021 : 13 376 m³ • 2020 : 14 825 m³ L'exploitant indique que ces volumes correspondent à l'eau industrielle et qu'ils ne comprennent pas les volumes prélevés sur le réseaux d'eau potable pour les besoins sanitaires du site. Le volume prélevé sur le réseau AEP en 2023 est de 2479 m ³ . L'inspection constate une augmentation significative des volumes prélevés. L'exploitant indique que l'augmentation n'est pas justifiée par une augmentation de la production et que des fuites sur le réseau sont fortement suspectées. Des actions sont prévues (cf. point de contrôle n°12) |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|---|
| Il est demandé à l'exploitant en 2025 de détailler sa déclaration GEREP en indiquant les différents types de prélèvements (eaux de forage - AEP). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 12 : Disposition générale sobriété

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 2.1.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. [...] Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projet concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il suspecte des fuites sur ces réseaux. Il a engagé depuis plusieurs mois un projet afin d'équiper le site d'un système de télérelève des compteurs d'eau. Ce système lui permettra d'analyser ces consommations en eau plus finement. Par ailleurs, l'exploitant indique à l'inspection que les tests d'étanchéité des avions sont désormais réalisés en circuit fermé.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de définir un plan d'action pour la recherche d'éventuelles fuites sur son site et de le transmettre à l'inspection. Par ailleurs, l'inspection encourage l'exploitant à établir un diagnostic fin des consommations de son site.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 13 : Suivi des consommations d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 2.1.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces dispositifs sont relevés mensuellement. Cette fréquence peut-être modifiée avec l'accord de l'inspection des installations classées. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> |

Constats :

Le site est équipé de 3 compteurs sur le réseau d'alimentation en eau potable et d'un compteur sur chaque forage. Les compteurs sont relevés mensuellement. Une télérelève devrait être opérationnelle dans les prochaines semaines. L'inspection a pu consulter le registre de relevé des compteurs.

Type de suites proposées : Sans suite